

**FICHE DE SAISINE DE LA CCAPEX DE PARIS**  
**(Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions)**

[Lien vers la brochure CCAPEX](#)

**ORIGINE DE LA SAISINE**

Nom de l'organisme ou du service social saisissant la CCAPEX : .....  
 Nom et prénom du référent : .....  
 Tél : ..... Courriel : .....

**IDENTIFICATION DU OU DES LOCATAIRE (S)**

Nom et prénom :  
 Nom de naissance :  
 Matricule CAF :  
 Date de naissance :  
 Adresse postale :  
 Tél : Courriel :  
 Situation familiale :  Célibataire  Marié  Pacsé  Séparé  Divorcé  Veuf  En concubinage  
 Famille monoparentale

Composition familiale :

Nombre d'adultes au foyer		Nombre d'enfants mineurs à charge		Nombre d'enfants majeurs à charge	
---------------------------	--	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--

Préciser si activité salariée dans une société du secteur privé de plus de 10 salariés (d'un membre du foyer) :  
 Oui  Non

**SITUATION FINANCIÈRE DU OU DES LOCATAIRE (S)**

Détail des ressources mensuelles des personnes vivant au foyer	Demandeur	Conjoint	Autres
Salaire			
Pension d'invalidité			
Retraite			
Indemnisation Pôle Emploi			
RSA			
Prestations familiales (hors aides au logement de la CAF)			
Allocation adulte handicapé			
Autres (à préciser : rente, pension alimentaire, indemnités journalières, aides facultatives Ville de Paris hors aides au logement etc.) .....			
<b>Total</b>			
<b>Total général</b>			
<b>Total des charges mensuelles du foyer (montant global hors loyer)</b>			

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE LOGEMENT

Colocation  oui  non

Nom du bailleur :

bailleur privé /  bailleur social

Date d'entrée dans les lieux :

Typologie du logement (nombre de pièces) :

Surface habitable du logement :

Loyer principal : Charges :

Aide au logement éventuelle de la CAF (APL ou AL) (montant) :

Si versement suspendu, date (s) de suspension de l'aide au logement :

Autre aide au logement (par exemple, aide de la Ville de Paris) (montant) :

Loyer résiduel (loyer après soustraction des aides au logement éventuelles) :

## MOTIFS DE LA SAISINE DE LA CCAPEX

Impayés de loyer : Motif de l'impayé : .....

Montant de la dette locative : .....

Reprise du paiement du loyer :  oui  non

Si oui :  reprise partielle  reprise totale

Litige avec le bailleur (préciser).....

Absence de solution d'hébergement ou de relogement au moment de l'expulsion

Autre (préciser) : .....

.....

## ÉTAT DE LA PROCÉDURE (le cas échéant)

### Indiquez le stade de la procédure contentieuse :

Commandement de payer, date : .....

Assignation, date d'audience : .....

Motif :

Impayés de loyers / dette locative

Congé vente

Congé pour reprise

Troubles de voisinage

Occupant sans droit ni titre

Autre (préciser) : .....

Date du jugement, si connue : .....

Commandement de quitter les lieux, date : .....

Réquisition du concours de la force publique, date : .....

Octroi du concours de la force publique, date : .....

## DÉMARCHES ENGAGÉES RELATIVES AU TRAITEMENT DE LA DETTE (le cas échéant)

### **FSL :**

Une demande d'aide auprès du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) a-t-elle été effectuée ?

oui si oui, date de dépôt : .....  non

Quelle est la décision de la commission du FSL : .....

Date de la décision : .....

Favorable (nature de la décision à préciser) :  Défavorable (motif de la décision à préciser) :

.....

.....

.....

**Plan d'apurement :**  oui, à quelle date : .....  non

**Protocole de cohésion sociale :**  oui  non

En cas de dénonciation du protocole de cohésion sociale (PCS) : date du PCS et de sa dénonciation : .....

### **Dossier de surendettement :**

Dossier déposé à la commission de surendettement :  si oui date du dépôt : .....  non

Montant total de l'endettement locatif déclaré : .....

Recevabilité du dossier de surendettement :  oui  non

Décision de la commission surendettement et date de celle-ci (préciser le type de décision): .....

.....

.....

.....

### **Autres démarches :**

Une demande d'accompagnement auprès du CIL-Pass Assistance d'Action Logement a-t-elle été effectuée ?

oui  non

Est-ce que, dans ce cadre, une aide a été octroyée et pour quel montant ?

oui : .....  non

Une demande d'aide auprès de la caisse de retraite complémentaire a-t-elle été effectuée ?

oui (préciser quelle caisse) : .....  non

Est-ce qu'une aide a été octroyée, et pour quel montant ?

oui : .....  non

Est-ce que d'autres organismes ont été sollicités afin d'obtenir une aide ou un accompagnement ? Si oui, quand, et est-ce que des aides ont été octroyées, et pour quel montant ?

.....

.....

.....

## DÉMARCHES ENGAGÉES LIÉES AU RELOGEMENT / À L'HÉBERGEMENT

Dépôt d'un dossier de demande de logement social :

Si oui, N° d'enregistrement : .....  non

Demande de logement social actualisée  oui  non

Demande de mutation effectuée (logement social)  oui  non

Un dossier de recours auprès de la commission de médiation DALO (Droit Au Logement Opposable) a-t-il été déposé ?

Si oui :  Non

Date de dépôt : .....

Date d'examen par la commission : .....

Décision prise :  Accordé  Refusé, motif du refus : .....

Un dossier de recours auprès de la commission de médiation DAHO (Droit A l'Hébergement Opposable) a-t-il été déposé ?

Si oui :  Non

Date de dépôt : .....

Date de la décision prise par la commission de médiation : .....

Nature de la décision prise :

Accord  Refus, motif du refus : .....

.....



La présente fiche dûment remplie et signée devra être transmise à l'adresse suivante :  
[dases-ccapex@paris.fr](mailto:dases-ccapex@paris.fr)

**NB :** Conformément au règlement intérieur de la CCAPEX, le ménage a été informé et a donné son accord pour la transmission des éléments de sa situation. Les destinataires des informations visées ci-dessus sont les membres de la CCAPEX de Paris, conformément à l'arrêté n°2010-60-2 du 1er mars 2010 du préfet de la région d'Île-de-France et du maire de Paris, président du conseil de Paris siégeant en formation de conseil général, portant sur la création et la composition de la commission. Par ce consentement à la saisine CCAPEX, le ménage accepte d'être contacté par Action Logement pour un éventuel accompagnement, s'il y est éligible.

[Toute fausse déclaration est passible des peines mentionnées à l'article 441-6 du Code pénal. La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.](#)